



ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE  
DE LA FRANCOPHONIE

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

1<sup>er</sup> semestre 2020

**Présenté par M. Jacques KRABAL**  
Député de la République française  
Secrétaire général parlementaire

**Bureau virtuel | Juillet 2020**

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>4</b>
---------------------	----------

<b>Mise en oeuvre du cadre stratégique depuis son adoption</b>	<b>6</b>
--	----------

<b>Valoriser l'usage de la langue française et promouvoir la diversité des expressions culturelles et linguistiques</b>	<b>8</b>
Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique	10

<b>Soutenir la paix, la démocratie et les droits de la personne</b>	<b>12</b>
Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique	16

<b>Développer l'éducation et la formation</b>	<b>18</b>
Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique	19

<b>Encourager le développement durable, la mobilité et la solidarité</b>	<b>20</b>
Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique	21

<b>Améliorer la performance organisationnelle</b>	<b>22</b>
Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique	24

<b>L'APF en période de pandémie: comment l'Assemblée a su entretenir une attitude positive et dynamique</b>	<b>26</b>
---	-----------

<b>L'organisation du Secrétariat général en période de pandémie: répondre aux nouveaux défis et conserver un même niveau d'exigence</b>	<b>27</b>
L'organisation du travail du Secrétariat général	27
Solidarité, transparence et partage d'expériences et de bonnes pratiques	28
Lutte contre les infox : le soutien au concours de jeunes talents francophones de la publicité «Stop aux infox»	28
RIDEF (concours d'éloquence et de débat francophone)	28
Le numérique	29

<b>Réunions des instances de l'APF : une Assemblée à l'écoute de ses parlements membres pour une transparence et une solidarité renforcées</b>	<b>29</b>
--	-----------

Création et réunion du comité de crise	29
Réunion du Secrétaire général parlementaire avec les Chargés de mission régionaux	29
Réunion des Présidents de Commissions et de Réseaux	30

<b>Une action concertée avec les autres acteurs de la Francophonie : une valorisation du rôle de l'APF dans les territoires et sur la scène internationale</b>	<b>31</b>
--	-----------

Réunion informelle du Conseil de Coopération	31
Participation aux travaux du groupe de réflexion Orientations et gouvernance de la Francophonie	32
Réunion conjointe du groupe de travail langue française et du groupe de travail sur le numérique de l'OIF	32
Diversité des échanges avec les acteurs de la Charte	32

# Introduction



Le rapport d'activité de l'APF du premier semestre 2020 est bien particulier puisqu'il reflète la manière dont nous avons su aborder, collectivement, cette crise sanitaire inédite et exceptionnelle à laquelle nous n'étions pas préparés.

En quelques semaines, comme une trainée de poudre, la Covid-19 nous a fait prendre conscience de la vulnérabilité de l'humanité et, en même temps, de la valeur de la vie humaine.

Unis face à ce mal qui a répandu la terreur, pour paraphraser Jean de la Fontaine, c'est par la solidarité et la fraternité que nous avons réussi à stopper la propagation du virus. Nous avons pris soin de l'autre pour nous protéger nous-mêmes et ériger la santé comme bien commun universel.

La prise de conscience de l'interdépendance des femmes et des hommes à travers le monde, mais aussi celle des conséquences dévastatrices de la Covid-19 sur le plan sanitaire, social, économique, politique, environnemental et géopolitique resteront la première leçon de cette pandémie.

La pandémie a bouleversé nos modes de vie, notre relation à l'autre et nos organisations de travail.

Cependant, j'ai tenu à ce que notre institution, par l'intermédiaire du Secrétariat général, garde le même niveau d'exigence, malgré la mise en place du télétravail, afin de rester à l'écoute des parlements membres et être force de propositions. En témoigne la mise en place du comité de crise, les réunions avec les Chargés de mission régionaux et les présidents de Commissions et de Réseaux, les informations périodiques envoyées aux présidentes et présidents de sections, la *Lettre d'information de l'APF* en période de pandémie mise en place pendant le confinement, la participation de l'APF aux réunions organisées par l'OIF par visioconférence ou les échanges réguliers avec tous les acteurs de la Charte de la Francophonie.

Cette période difficile a aussi été propice pour réaffirmer la détermination politique sans faille des parlementaires. Ainsi, si pour la première fois de notre histoire, toutes nos instances ont dû être annulées, les présidentes et présidents de Commissions et de Réseaux se sont mobilisés pour les tenir par visioconférence.

Je n'oublie pas non plus nos Chargés de mission régionaux. J'ai senti, malgré le poids de nos engagements respectifs dans nos parlements nationaux, que de nombreux parlementaires de nos sections souhaitent s'engager encore plus fortement dans l'action politique de notre institution. Pour ma part, cet élément est majeur.

Il démontre avant toute chose, s'il en a encore besoin de le rappeler, que notre institution interparlementaire est avant tout une instance politique. Ainsi, et malgré le confinement, notre cadre stratégique, adopté à Abidjan, est resté notre cap, notre boussole politique, en cohérence avec notre cadre stratégique et ses cinq orientations majeures:

- Valoriser l'usage de la langue française et promouvoir la diversité des expressions culturelles et linguistiques ;

- Soutenir la paix, la démocratie et les droits de la personne ;
- Développer l'éducation et la formation ;
- Encourager le développement durable, la mobilité et la solidarité ;
- Améliorer la performance organisationnelle.

Nous avons su nous adapter à la crise sanitaire et proposer des actions innovantes, en lien avec les priorités de l'Organisation internationale de la Francophonie :

- Le débat sur le sentiment d'appartenance à la Francophonie et à la langue française organisé par le Réseau des jeunes parlementaires;
- Le partenariat de l'APF à l'initiative « Stop aux Infox » et le concours d'éloquence et débat francophone en ligne organisé par Juna-Togo et l'Atelier de la langue française ;
- Le rapprochement entre l'APF et l'AUF pour la mise en ligne de ressources législatives et universitaires ;
- Le soutien au projet de coalition francophone pour l'éducation initiée par la Secrétaire générale de la Francophonie ;
- La poursuite de la modernisation des statuts.

Autant d'exemples qui montrent à quel point notre assemblée interparlementaire, dans son ensemble, politiques et administratifs, a su montrer qu'elle est un acteur incontournable pour la Francophonie institutionnelle sur la scène internationale.

Si nous avons subi la pandémie parce que nul n'y était préparé, nous devons tout mettre en œuvre pour ne pas subir l'après Covid-19. La réforme de nos statuts et du fonctionnement du Secrétariat général doit aussi nous permettre de gagner davantage encore en agilité, en flexibilité, et mettre l'action législative au cœur de notre action politique.

Face à l'interdépendance des conséquences de la Covid-19, c'est le travail en transversalité de toutes

nos instances, Commissions et Réseaux, qui nous permettra d'analyser, d'évaluer et de hiérarchiser tous les risques et conséquences actuels et à venir, les enchaînements possibles pour anticiper nos moyens d'adaptation et les réponses politiques aux nouveaux enjeux de notre mondialité.

C'est par la mise en place d'un multilatéralisme collégial rassemblant toutes les voix de l'espace francophone que la Francophonie institutionnelle fera entendre la sienne, riche de sa diversité, sur la scène internationale. Et contribuera à l'organisation d'un nouvel ordre mondial que nous imposent les risques sanitaires, sociaux, politiques, économiques, et environnementaux actuels et à venir.

Qui d'autre que l'APF qui porte la voix des peuples peut participer activement à une meilleure gouvernance des démocraties et des institutions internationales autour des biens communs universels ?

Plus que jamais, nous devons agir pour plus d'égalité des droits humains, du vivant et de la planète, mais aussi pour le respect de la dignité humaine, des minorités et de la diversité linguistique comme culturelle.

Cette crise de la Covid-19 oblige notre institution et la Francophonie à se réinventer pour mieux répondre à la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.

Ce sera tout l'enjeu de notre action et plaidoyer politiques qui nous mèneront au prochain Sommet de la Francophonie.

**Jacques Krabal**  
Secrétaire général parlementaire

# Mise en oeuvre du cadre stratégique depuis son adoption

## Légende



**Bureau et assemblée plénière**



**Commission des affaires parlementaires**



**Commission de la coopération et du développement**



**Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles**



**Commission politique**



**Réseau des femmes parlementaires**



**Réseau des jeunes parlementaires**



**Réseau de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme**



**Coopération parlementaire**



**Secrétariat de l'APF**



**Sections de l'APF**

Orientation n°1

## Valoriser l'usage de la langue française et promouvoir la diversité des expressions culturelles et linguistiques

### Journée de la Francophonie au CESE

Le 10 mars, le CESE a organisé la 3e édition de « La Francophonie dans tous ses états », sous le Haut patronage de la Secrétaire générale de la Francophonie et celui de la Commission nationale française pour l'UNESCO. Cette journée a été rythmée par plusieurs temps forts dont un débat d'actualité à la séance plénière exceptionnelle autour de **Mme Louise Mushikiwabo** et **M. Jean-Baptiste Lemoyne**, Secrétaire d'État auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, et une conférence dont le thème était « Quelles ambitions pour une Francophonie contemporaine ? »

A cette occasion, le Secrétaire général parlementaire, **M. Jacques Krabal**, s'est exprimé sur « un nouveau modèle qui réunisse peuples et gouvernements francophones pour agir en commun » afin que la Francophonie gagne en visibilité et lisibilité.

Par ailleurs, un stand consacré à l'APF était animé de manière dynamique et sympathique par les jeunes chargés de mission du Secrétariat général.

### Choix de la langue de la chanson représentant la France à l'Eurovision

A l'annonce du choix de la chanson qui devait représenter la France au concours de l'Eurovision 2020, intitulée « The Best in Me », le Secrétaire général parlementaire [a réagi fermement](#) à la sélection de ce titre écrit en anglais et en français. Dans un courrier à l'attention de la cheffe de la délégation tricolore, il a interrogé France Télévision sur la responsabilité du service public audiovisuel pour le rayonnement de la langue française et la promotion de contenus culturels en français.

Le mardi 18 février, M. Jacques Krabal a également interpellé le ministre de la Culture français, **M. Franck Riester**, à l'Assemblée nationale française. Cela a conduit le ministre à faire part de son « étonnement face à une chanson dont le refrain est écrit en anglais ».

Des demandes de rendez-vous ont également été formulées pour faire le point, avec le comité de sélection de ce concours et les instances organisatrices en Europe, sur tous les autres sujets de diffusion de la culture et la promotion du multilinguisme. Le message du Secrétaire général parlementaire a été entendu.

### Coalition francophone pour l'éducation à l'initiative de la Secrétaire générale de la Francophonie

L'APF est mobilisée pour mettre en œuvre le projet d'une coalition francophone en éducation initié par la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo. Cette coalition a notamment pour objectif d'assurer la coordination sur le terrain des acteurs francophones en matière d'éducation pour améliorer la qualité de l'enseignement en français et de l'enseignement du français. Le Secrétaire général parlementaire a échangé avec de nombreux acteurs de la francophonie sur cette question (CONFEMEN, AUF, Université Senghor, etc.).

### Langue française dans les institutions internationales

Au Bureau de Dakar, a également été adoptée une motion, proposée par **M. Pierre-André Comte**, président de la section du Jura suisse, sur le rayonnement et la promotion du français dans les slogans de l'espace francophone et lors des prochains Jeux olympiques.

Suite à la première mission dans les Balkans occidentaux organisée en novembre 2019, la section albanaise a fait un retour marqué, notamment par la présence, au sein de sa section, de l'ex-ministre de la Culture, **Mme Mirela Kumbaro**, en organisant plusieurs événements francophones à Tirana, qui célèbre son centenaire en tant que capitale administrative du pays. Des contacts ont été créés avec les alliances françaises

situées à Tetova et à Prishtina qui confortent la présence francophone dans ces pays. Elles constituent de véritables antennes culturelles pour les populations locales. Enfin, le Secrétaire général parlementaire a appelé de ses vœux la réactivation de la « commission francophonie » en République de Macédoine du Nord.

Après l'adoption du [rapport parlementaire «31 recommandations pour promouvoir le français et le multilinguisme dans les institutions européennes»](#) présenté par **M. Bruno Fuchs** à Délémont les 14 et 15 novembre 2019, deux missions à Bruxelles et à Genève sont en cours de préparation. Repoussées en raison de la pandémie mondiale de la Covid-19, ces missions ont pour objectif de rencontrer et d'échanger avec des organes chargés de vérifier le respect du plurilinguisme tel qu'inscrit dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne comme vecteur de cohésion et de respect des identités culturelles.



## Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique

Actions	Indicateurs	Résultats	Instances
Encourager les représentants des parlements francophones et de l'APF à s'exprimer en français dans les instances internationales dans lesquelles ils sont présents, se conformant ainsi au Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales.	<p>Actions réalisés pour encourager les parlementaires à s'exprimer en français dans les instances internationales.</p> <p>Interventions faites en français par des représentants de l'APF auprès d'instances internationales (ONU, UIP).</p>	<p>Adoption d'un rapport "31 recommandations pour promouvoir le français et le multilinguisme dans les institutions européennes" par l'Assemblée régionale Europe</p> <p>Huit parlements membres de l'APF participent à un atelier francophone de haut niveau sur l'Examen périodique universel, aux Nations-Unies à Genève (décembre 2019)</p> <p>La Présidente du Réseau des jeunes parlementaires à la Conférence mondiale des jeunes de l'Union interparlementaire (novembre 2019)</p>	  
Renforcer les capacités des parlements en matière de traduction législative et de traduction simultanée et différée des débats parlementaires.	Actions conduites auprès de parlements francophones pour implanter un service de traduction législative ou des débats parlementaires.		

Renforcer les compétences en français des administrateurs parlementaires, notamment par le biais d'outils numériques.

Actions entreprises pour renforcer les compétences en français des administrateurs parlementaires.

Appui à l'élaboration d'un plan de communication institutionnel et cours de langue française à l'Assemblée nationale de Madagascar (11 octobre 2019)



Encourager les sections à se doter de législations encadrant l'usage et la production des contenus culturels à l'ère du numérique.

Actions entreprises pour encourager les sections à se doter de législations en la matière.

Christine Labrie (Québec) représentait l'APF à l'UNESCO dans le cadre d'une réunion intergouvernementale sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.



# Soutenir la paix, la démocratie et les droits de la personne

## Mission d'information et de contact au Bénin

Du 4 au 6 février, une délégation de l'APF a mené, auprès de la section du Bénin, une mission de contact et d'information (MCI), suite au constat né des dernières élections législatives qui se sont déroulées sans la participation de l'opposition politique et ont valu la mise sous alerte du parlement béninois en juillet 2019.

Cette mission avait pour objet de rencontrer et d'écouter toutes les parties prenantes et de se faire une opinion fondée sur les causes de la crise mais également sur les actions et les initiatives prises depuis lors dans le cadre du dialogue entre les acteurs politiques béninois.

Les membres de la délégation se sont réjouis d'avoir eu des entretiens sereins, francs, conviviaux et cordiaux avec toutes les parties. Au cours de ceux-ci, les questions se sont articulées autour des cinq thématiques suivantes : le statut de la majorité et de l'opposition dans le cadre de la législation sur les partis, le statut de l'opposition parlementaire, la situation de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs, l'état des lieux des droits de l'Homme et des libertés publiques, ainsi que la liberté d'expression et des médias.

La mission a salué la grande ouverture d'esprit qui a prévalu et qui a permis d'aborder tous les points, sans tabou ni faux-fuyants, en responsabilité et avec toute la rigueur qui sied en cette circonstance.

Le long entretien de la délégation avec **SEM. Patrice Talon**, Président de la République du Bénin, a rassuré et conforté l'engagement de parvenir à un climat politique véritablement apaisé et à des élections transparentes, inclusives et renforçant le pluralisme.

Compte tenu des progrès réalisés qui devaient encore être confortés lors des élections municipales de mai 2020, l'APF pourrait être amenée à suggérer à son prochain Bureau la levée de la mise sous alerte.

## Enfants sans identité

A l'occasion de la conférence commune entre l'APF et l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de Francophonie (AOMF) sur les droits de l'enfant qui s'est déroulée à Rabat les 23 et 24 octobre 2019, le Secrétaire général parlementaire a présenté [le projet de loi-cadre](#), adopté par l'APF, relative à l'enregistrement obligatoire, gratuit et public des naissances ainsi que la reconnaissance juridique des enfants sans identité.

Lors du Conseil permanent de la Francophonie, qui s'est tenu le 29 octobre à Monaco, Louise Mushikiwabo a déclaré que la question de l'enregistrement des enfants à l'état-civil était une priorité de l'OIF et à appeler les chefs d'Etat à s'engager sur le sujet.

## Mission au Togo

Dans le prolongement de la mission d'information qui s'est tenue au Bénin en février dernier, le Secrétaire général parlementaire a d'ailleurs effectué une visite à Aného au Togo. Cette visite répondait à l'invitation faite par le maire de cette ville historique, **Me Alexis Aquereburu**, et la question de la lutte pour l'inscription des enfants sans identité dans le registre de l'état civil du Togo a été au cœur des échanges.

L'objectif de cette mission était de constater sur le terrain les bonnes pratiques de cette ville en matière d'inscription aux registres d'état civil dans ce pays. Me Alexis Aquereburu s'est montré satisfait des efforts engagés qui ont permis à plus de 6000 enfants de bénéficier d'un enregistrement. Ces résultats ont été obtenus par une mobilisation commune de tous les acteurs, éducatifs, élus et judiciaires.

Notre Assemblée envisage de soutenir un projet permettant une inscription facilitée des enfants sans identité au registre d'état civil de la commune. Le Conseil municipal de la mairie d'Aného a décidé que l'acte de naissance sera désormais gratuit.

## Appel à la libération de Soumaïla Cissé

L'APF a lancé un appel à la libération de **M. Soumaïla Cissé**, député malien, enlevé le 25 mars dernier par des djihadistes dans la région de Tombouctou.

*Le Point Afrique* [s'est fait l'écho](#) de cette initiative, soutenue par le **Parlement panafricain** et l'**Union parlementaire africaine** (UPA), en publiant l'appel le 5 juin dernier.

Le 10 juin, M. Bruno Fuchs, Vice-président de l'APF, est intervenu sur le plateau du [JT Afrique de TV5MONDE](#) pour relayer cet appel.

Par ailleurs, **M. Roger Nkodo Dang**, Président du Parlement panafricain, a répondu à un bref entretien diffusé dans [le journal Afrique de RFI](#) le 16 juin pour, à son tour, sensibiliser les autorités maliennes et la communauté internationale au sort de M. Cissé.



M. Bruno Fuchs sur le plateau de TV5MONDE

## Egalite femmes-hommes

Le Bureau, réuni Dakar les 28 et 29 janvier, a unanimement décidé que le Réseau des femmes parlementaires de l'APF prendrait en charge le projet visant à mettre en place une politique pour prévenir et gérer le harcèlement au sein de notre organisation, conformément au point 2.1.5 du cadre stratégique. En outre, le Réseau a pris en charge l'analyse des réponses proposées par les sections membres de l'APF pendant la pandémie de la Covid-19 en termes de droit des femmes et des mesures prises pour lutter contre les violences faites aux femmes

## La jeunesse : l'engagement du Réseau des jeunes parlementaires

Dans le cadre de [la consultation jeunesse organisée par l'OIE](#), le Réseau des jeunes parlementaires a organisé un débat sur « le sentiment d'appartenance à la Francophonie et à la langue française par le biais de l'innovation et du numérique » le 24 juin.

Mme Amanda Simard, présidente du Réseau des jeunes parlementaires, a échangé avec **Mme Margaux de Ré, Mme Veylma Falaeo, Mme Kristina Michaud, M. Patrick Muyaya et M. Pascal Sawa**

## G5 Sahel

Depuis plusieurs années, l'APF est fortement mobilisée pour appuyer les parlements du G5 Sahel, rassemblés dans le cadre du Comité interparlementaire (CIP), face aux menaces sécuritaires et aux enjeux de développement régional dans

la zone sahélienne. C'est donc avec l'objectif de conjuguer les efforts et de mieux articuler l'action parlementaire francophone qu'un projet d'accord de partenariat entre les deux institutions a été présenté à la clôture des travaux de la 2e Conférence parlementaire sur le Sahel qui s'est tenue à New York, les 14 et 15 novembre 2019.

Ce projet de partenariat protégerait la pérennité et la viabilité du Comité interparlementaire tout en permettant un engagement confirmé de l'APF auprès du G5 Sahel. Les discussions sur les pistes de collaboration future ont été repoussées compte tenu de la situation sanitaire mondiale mais la réflexion s'est poursuivie et les débats devraient continuer dans les prochains mois avec les présidents des parlements du G5 Sahel.

## L'allègement de la dette africaine

La crise sanitaire inédite et exceptionnelle par son ampleur et ses conséquences dramatiques sur le plan humain, économique, politique, social et environnemental nous ont permis de mieux prendre conscience de la vulnérabilité de l'humanité.

En une décennie, la dette publique africaine a doublé. Selon la Banque mondiale, elle atteint aujourd'hui 365 milliards de dollars, dont 145 milliards dus à la Chine. Le soutien de Pékin à cette démarche est donc indispensable. Selon plusieurs économistes, les prêts chinois sont conditionnés à des engagements forts des gouvernements en matière d'importations en provenance de Chine, en garantie d'approvisionnement de la Chine en matières premières et d'acquisition d'actifs (infrastructures, gisements minier...). Cependant, le cadre multilatéral nécessaire à ces réaménagements de dettes doit s'accompagner pour les pays bénéficiaires d'un plan

d'investissement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

La solidarité individuelle et collective ainsi que le multilatéralisme international représentent pour la Francophonie parlementaire des axes majeurs pour la définition de notre destin commun et partagé. Nous appelons donc toute la communauté francophone à se rassembler autour de ce nouveau modèle de gouvernance fondée sur l'ambition politique de la Francophonie. Forte de ces constats, l'APF a souhaité, à travers sa Commission de la coopération et du développement, approfondir la réflexion. Un projet de résolution sera proposé.



La délégation de l'APF au Bénin

## Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique

Actions	Indicateurs	Résultats	Instances
Tendre vers la parité dans la répartition des postes de responsabilité au sein des instances de l'APF et dans les désignations de leurs membres et la composition des délégations.	Modification effective des Statuts de l'APF pour y inclure le respect d'une zone de parité dans la distribution des postes de responsabilité.	Modification des Statuts de l'APF en cours	
Élaborer et suivre une politique de lutte contre le harcèlement.	Adoption et mise en œuvre d'un politique de lutte contre le harcèlement au sein de l'APF.	Le Réseau des femmes parlementaires travaille à un rapport sur le harcèlement dans les parlements	
Appliquer plus strictement les mécanismes de vigilance démocratique et de sanctions adoptés par l'APF.	Nombre de mécanismes de vigilance démocratique appliqués.	1 - Mise sous alerte de Haïti	
Proposer systématiquement à l'OIF la participation de parlementaires francophones aux missions électorales et aux missions de médiation qu'elle organise.	Nombre de missions de médiation effectuées auprès de pays en situation de fragilité, de crise ou de transition démocratique.	Mission d'information et de contact au Bénin en février 2020	

Proposer une loi-cadre sur l'enregistrement obligatoire des naissances.

Adoption de la proposition.

Proposition de loi cadre adoptée à la Session d'Abidjan en juillet 2019



Être partenaire d'une campagne internationale et multilatérale pour l'entrée en vigueur du TICE.

Nombre de participations à des événements de la campagne internationale et multilatérale.

Participation du Secrétaire général parlementaire à une réunion sur le TNP à l'ONU à New-York



## Développer l'éducation et la formation

### Le partenariat avec 2iF

Les relations de partenariat entamées en 2018 entre l'APF et l'Institut international pour la Francophonie (2iF), installé au sein de l'Université Jean Moulin-Lyon 3, se sont développées et diversifiées au cours des derniers mois. Le Secrétaire général parlementaire, entouré de l'équipe de l'APF, a reçu, le 22 janvier, **Mme Marielle Payaud**, directrice de 2iF, et ses collaborateurs venus présenter l'institut et explorer des pistes de collaboration concrètes entre les deux institutions. C'est ainsi que les

étudiants du Master 2 de 2iF, Francophonie, Nouvelle économie et Economie sociale et solidaire, se sont penchés sur un sujet d'étude proposé par l'APF sur le thème: "gouvernance numérique: outils d'inclusion et de transparence des parlements pour le renforcement de la démocratie et ont [produit un rapport de fin d'année](#) sur le sujet. D'autres actions sont en projet comme l'accueil de stagiaires académiques issus de cet institut pour une période de 4 à 6 mois de formation au sein de l'APF.

## Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique

Actions	Indicateurs	Résultats	Instances
Développer un plan d'actions en matière d'éducation et de formation avec les partenaires et acteurs dans le domaine en valorisant notamment l'éducation à l'esprit critique et aux médias.	Nombre de partenariats actifs.	Coalition francophone en faveur de l'éducation lancée par l'OIF en mai 2020	
Développer, avec l'AUF, des actions destinées aux parlementaires pour soutenir la recherche et le développement scientifique.	Nombre d'actions de sensibilisation des parlementaires.	Portail numérique APF en cours	

# Encourager le développement durable, la mobilité et la solidarité

## Le partenariat avec la FAO

Par le biais d'un courriel en date du 15 mai dernier, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tenu à informer notre Assemblée sur l'état d'avancement du protocole d'accord cadre entre nos deux organisations. Comme il a été déjà mentionné dans un courrier précédent en date du 29 avril 2020, l'accord est finalisé ainsi que le plan de travail associé.

Cependant, les services de la FAO doivent procéder à la traduction du document en anglais, afin d'obtenir l'approbation finale du nouveau directeur général de la FAO. Les services de la FAO s'y attèlent afin de finaliser la procédure dans les plus brefs délais. Puis, la FAO transmettra à notre Assemblée une copie du protocole d'accord en français pour approbation et signature.

# Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique

Actions	Indicateurs	Résultats	Instances
Mettre le développement durable au cœur des travaux des instances de l'APF, et ce, de façon transversale.	Nombre de rapports portant sur le développement durable.	3 - tourisme et transport comme source de développement, changement climatique et occupation et vitalité des territoires ruraux comme témoignage de la francophonie pour un développement rural durable.	      
Appuyer l'élaboration de stratégies en faveur de la mobilité des jeunes dans l'espace francophone.	Nombre d'appuis effectués en faveur de la mobilité des jeunes	Accueil d'un Volontaire International de la Francophonie  Adoption d'une déclaration sur la mobilité étudiante dans l'espace francophone par la CECAC	
Encourager la participation citoyenne chez les jeunes.	Nombre de sessions du Parlement francophone des jeunes tenues.	Reporté en janvier 2021	

# Améliorer la performance organisationnelle

## Groupe de travail sur la révision des statuts

À la demande des membres du Bureau de l'APF, réuni à Dakar en janvier, le groupe de travail de la Commission politique a eu le mandat de poser un diagnostic clair sur les situations problématiques liées aux textes statutaires de l'APF ainsi que sur son fonctionnement.

Il a, au cours du mois de mai, identifié trois thématiques prioritaires à traiter : le fonctionnement de l'APF, les mécanismes de vigilance démocratique et les règles financières et budgétaires de l'institution.

L'ensemble des sections ont été informées des résultats de la consultation par l'envoi d'une version synthétique et ont été invitées à faire part de leurs commentaires sur ces trois axes jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. Les résultats du diagnostic seront présentés aux membres du Bureau tel qu'il a été demandé à Dakar.

Dans un deuxième temps, le groupe de travail se consacrera à la révision des statuts proprement dite, ainsi qu'à la rédaction des règlements intérieur et financier dès l'automne.

## Le Bureau de Dakar (28-29 janvier)

Le Bureau de l'APF s'est réuni les 28 et 29 janvier 2020 à Dakar à l'invitation de la section sénégalaise et de **M. Moustapha Niasse**, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal. Cet événement, qui s'est déroulé sous la présidence de M. Amadou Soumahoro, a réuni plus de quarante parlementaires francophones issus de quatre continents

Après avoir entendu et échangé avec l'Administratrice de l'Organisation internationale de la Francophonie, **Mme Catherine Cano**, les membres du Bureau ont poursuivi les réflexions en faveur d'une institution plus agile et au fonctionnement plus collégial, afin de renforcer son efficacité.

**M. Slim Khalbous**, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, a exposé les nouvelles orientations de l'AUF et a invité les institutions francophones à créer davantage de synergies pour donner plus de lisibilité à la Francophonie institutionnelle.

Par ailleurs, **SEM Macky Sall**, Président de la République du Sénégal, a rendu visite au Bureau, ce qui est une première pour un chef d'État. M. Sall a tenu à rappeler à cette occasion qu'il accordait une attention toute particulière aux travaux de l'APF, notamment sur la jeunesse et les questions de sécurité au Sahel. A cette occasion, la

distinction de Grand-Croix de l'Ordre de la Pléiade lui a été décernée.

Le Bureau a par ailleurs demandé à la Commission politique de lui proposer une révision des mécanismes de vigilance démocratique pour mieux accompagner les pays en difficulté. En outre, les membres du Bureau ont auditionné **Mme Diéh Mandiaye Ba**, Présidente de la Commission des lois de l'Assemblée nationale du Sénégal, sur le thème de « l'enregistrement des enfants à l'état civil ». Ce Bureau, très riche et fécond, a réaffirmé l'objectif d'efficacité, de solidarité et de transparence au service des valeurs de la démocratie.

## La cérémonie de vœux (22 janvier)

Pour la deuxième année, l'APF a organisé une cérémonie de vœux, mercredi 22 janvier 2020 à la Représentation Wallonie-Bruxelles à Paris.

Aux côtés du Président de l'APF, **M. Amadou Soumahoro** et du Secrétaire général parlementaire, l'ensemble de la famille francophone était présente à cette cérémonie: **Mme Catherine Cano**, Administratrice de l'OIF, des directeurs de l'OIF, les ambassadeurs et représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie et les opérateurs ainsi que les membres du Bureau de l'APF.



Amadou Soumahoro et Jacques Krabal lors de la cérémonie de vœux de l'APF

## Exemples d'actions réalisées depuis l'adoption du cadre stratégique

Actions	Indicateurs	Résultats	Instances
Renforcer le rôle de la délégation permanente de l'APF, notamment dans la prise de décisions financières (Statuts 10.15-10.22).	Adoption de mécanismes de consultation et de prise de décisions par la délégation permanente de l'APF, notamment pour ce qui est des questions financières.	Création du règlement financier en cours.	 
	Nombre et répartition des sections détenant des postes de responsabilité.	Révision des Statuts en cours.	 
Élaborer et suivre un plan de communication cohérent et uniforme pour toutes les instances, incluant le développement de la présence de l'APF sur les médias sociaux.	Nombre d'abonnés sur Facebook et Twitter par année.	Adoption du plan de communication de l'APF au Bureau de Dakar (février 2020)	
		En moyenne, le nombre d'abonnés sur Facebook et Twitter ont augmenté de 15% en un an.	

Participer activement aux principales activités de la Francophonie, soit :

- Sommet de la Francophonie
- Conseil permanent de la Francophonie
- Conférence ministérielle de la Francophonie

Taux de participations à ces activités.

100% de participation aux réunions de l'OIF entre juillet 2019 et juillet 2020

Nombre de prises de parole des dirigeants de l'APF dans les grands événements de la Francophonie.

3 - aux CPF et CMF à Monaco en octobre 2019 et au CPF de juillet 2019.



Établir des plans d'action ou partenariats avec les opérateurs de la Francophonie et les autres acteurs de la Francophonie.

Plans d'action/ partenariats élaborés avec les opérateurs et les autres acteurs de la Francophonie.

Partenariat avec:  
-L'Université Senghor (Les cours en ligne)  
-2IF (mise en oeuvre d'une convention de partenariat)



-AUF (collaboration sur le projet de portail numérique francophone)

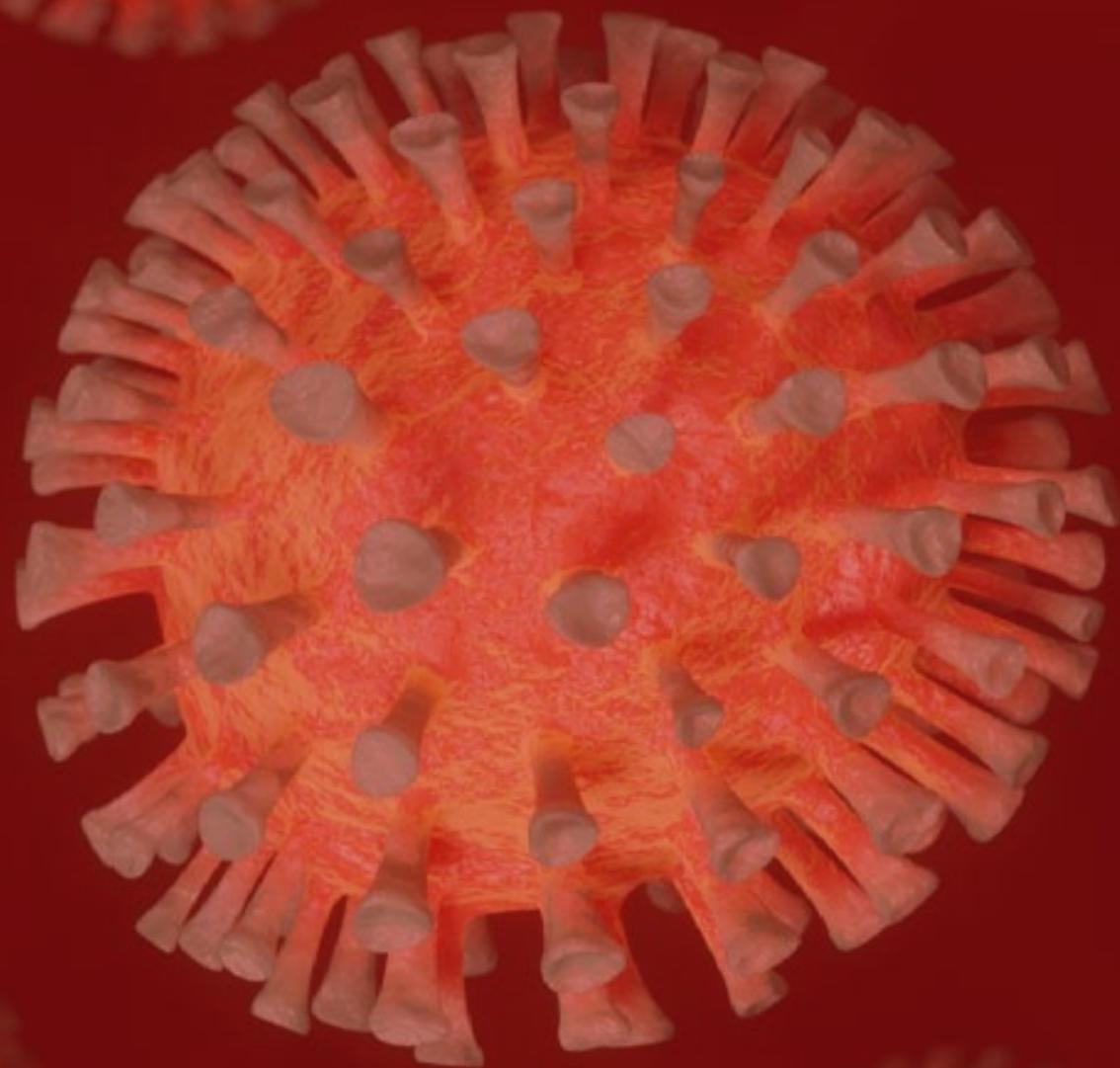
Développer de nouveaux partenariats avec des bailleurs de fonds internationaux, pour renforcer la portée des actions de coopération de l'APF.

Nombre de nouveaux partenariats conclus.

1 - Prochaine signature d'une convention de partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



# L'APF en période de pandémie: comment l'Assemblée a su entretenir une attitude positive et dynamique



## L'organisation du Secrétariat général en période de pandémie: répondre aux nouveaux défis et conserver un même niveau d'exigence

### L'organisation du travail du Secrétariat général

Dès le début du confinement, l'APF a suspendu toutes ses réunions statutaires et actions de coopération et a mis en place le télétravail généralisé pour l'ensemble du personnel conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et du ministère de la Santé français.

Aussitôt, **Mme Laurence Gaboury, MM Simon Larouche et Fatmir Leci**, fonctionnaires détachés de l'Assemblée nationale du Québec, de la Chambre des Communes du Canada e et du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ont été rapatriés dans leur pays d'origine par leur administration.

Depuis le début du mois de février, des stagiaires ont renforcé l'équipe et apporté un soutien apprécié. Le Secrétariat général a pu compter sur l'aide de trois stagiaires académiques, **Mme Chany Gauthier, M. Matthieu Lesne et M. Clément Pauty**. Ils ont tous poursuivi leur stage en télétravail depuis leur domicile. Mme Chany Gauthier, étudiante à l'Université Laval, a également été rapatriée au Québec à la mi-mars.

Les membres du Secrétariat général, y compris le volontaire international de la francophonie et les stagiaires en poste pendant la période, demeurant en région parisienne ont poursuivi leur travail

depuis leur domicile en conformité avec les règles en vigueur en France.

## Solidarité, transparence et partage d'expériences et de bonnes pratiques

### La Lettre d'information de l'APF en période de pandémie

Afin de maintenir le lien avec les sections et de favoriser le partage d'expériences et de bonnes pratiques, le Secrétariat général a, dès le début du mois d'avril, produit et diffusé régulièrement une *Lettre d'information* recensant les initiatives et témoignages des sections ainsi que toutes informations utiles à l'espace francophone en période de pandémie. Des témoignages vidéo des sections suisse, gabonaise, congolaise, marocaine, canadienne, polynésienne, belge, néo-écossaise, française, québécoise, cambodgienne, albanaise et rwandaise ont été publiés.

De même, les sections canadienne, djiboutienne, suisse, française, québécoise, cambodgienne, malgache, gabonaise, belge et tchadienne ont partagé les actions mises en œuvre au sein de leur parlement pour assurer la continuité du service tout en respectant les gestes de prévention sanitaire.

### La question de la fabrication des masques

A la demande du Secrétaire général parlementaire et au regard des multiples contraintes que certains des gouvernements de l'espace francophone ont connues dans la gestion des masques en début de pandémie, il est apparu important d'engager une réflexion sur ce thème. Plusieurs pays francophones pourraient réactiver leur filière textile afin de ne plus dépendre de l'atelier du monde qui se situe en Chine. A travers cette réflexion, l'idée serait également de faire la

promotion de circuits courts et solidaires de production dans l'espace francophone.

### La question des vaccins

À la suite du comité de crise de l'APF du 18 mai, le Secrétaire général parlementaire a engagé des discussions avec la compagnie Sanofi et son directeur général, **M. Paul Hudson**, pour s'assurer de l'engagement de l'entreprise auprès de toutes les populations confrontées à la Covid-19 et notamment les plus vulnérables. Le Secrétaire général parlementaire a pu rencontrer **Mme Clotilde Jolivet**, Directrice des relations gouvernementales de Sanofi le 23 juin.

### La lutte contre les infox : le soutien au concours de jeunes talents francophones de la publicité « Stop aux infox »

La Délégation permanente de l'APF a approuvé un soutien financier de notre Assemblée au défi « Stop aux Infox, » organisé par l'Union francophone.

Alors que la crise sanitaire ne cesse de grandir, il reste aujourd'hui des informations contradictoires diffusées sur les réseaux sociaux, sur le net et à la télévision. Le problème des infox prend alors tout son sens et son caractère d'urgence au moment où la pandémie de Covid-19 est une menace mondiale. L'objectif du concours est d'inciter des jeunes talents francophones de la publicité à sensibiliser les médias et l'opinion aux risques de l'infodémie.

Après un appel à candidatures diffusé auprès des agences de publicité des 5 continents, près de 100 candidats issus de 12 pays ont relevé le défi et ont créé 40 campagnes de publicité innovantes. Près de 2 millions de personnes ont été touchées sur Facebook.

Le jury se réunira le 7 septembre prochain au

Conseil économique, social et environnemental (Cese), à Paris, pour décerner les prix aux lauréats.

Par ailleurs, en parallèle, à l'initiative de l'APF, l'Union francophone a mis en place un comité de soutien parlementaire. [Une cinquantaine de parlementaires francophones](#) ont d'ores et déjà manifesté leur appui à cette initiative.

### Les RIDEF (concours d'éloquence et de débat francophone)

Comme décidé au Bureau de Dakar, l'APF a apporté son soutien aux Rencontres internationales d'éloquence et de débat francophone (RIDEF), un concours d'éloquence et de débat francophone international en Afrique, mis en place par JUNA-TOGO, organisatrice des Joutes Verbales Francophones au Togo, et l'Atelier de la Langue Française basé à Aix-en-Provence. Initialement prévues le 21 mars à Lomé, les RIDEF sont un cadre d'échange et de promotion des valeurs telle que le dialogue, la solidarité et la démocratie, et permettent aux jeunes francophones d'appréhender les grands enjeux de la Francophonie.

Les huit participants, âgés de 19 à 25 ans, originaires du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Niger, du Sénégal et du Togo, ont débattu en ligne et en direct depuis les locaux des Instituts français partenaires de l'événement et du siège de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, à Paris, le samedi 27 juin.

Après la simulation d'un débat parlementaire sur le thème « La Francophonie n'est pas assez rentrée dans l'Histoire », les participants sont intervenus à tour de rôle sur des sujets relatifs à leur vision de la Francophonie post-Covid-19.

Le jury, présidé par **Dr Germaine Kouméalo Anaté**, députée togolaise et rapporteure de la CECAC, a décerné le premier prix à **Harold Régis Kouanfack**, 22 ans, étudiant en médecine à l'Université de Lomé. M. Kouanfack s'est distingué dans l'épreuve de plaidoirie sur sa vision de la Francophonie post-Covid-19 et les relations internationales.

### Le numérique

A l'instar des autres activités de l'APF, la crise sanitaire de la Covid-19 a eu a ralenti les activités du programme Numérique APF au 1er semestre. Toutefois, notre Assemblée a continué de soutenir certains parlements en vertu d'accords antérieurement établis et s'engage à renforcer sa coopération dans les prochains mois.

En outre, elle a participé étroitement aux réunions du Groupe de travail sur le numérique (GTN) de l'OIF. Ainsi, de janvier à juillet, l'APF a pris part aux différentes réunions portant sur les thématiques de l'accès aux infrastructures et à la connectivité, à la disponibilité aux contenus en langue française, au numérique pour l'éducation, à la formation aux métiers du secteur du numérique et de la langue française. Dans le cadre de ces travaux, elle a également fait une contribution sur la réglementation des usages des innovations technologiques et sur la régulation, la réglementation et la gouvernance du numérique. Dans ce document, elle a formulé des propositions visant, d'une part, à encourager, accompagner, valoriser et partager l'innovation technologique dans l'espace parlementaire francophone et, d'autre part, à affirmer la primauté du respect des droits fondamentaux de la personne en matière d'innovation technologique.

## Réunions des instances de l'APF : une Assemblée à l'écoute de ses parlements membres pour une transparence et une solidarité renforcées

### Création et réunion du comité de crise

Le 18 mai, s'est réuni pour la première fois, le comité de crise de l'APF, créé début avril après concertation de la Délégation permanente. Présidée par Amadou Soumahoro, les membres ont adopté le plan de crise soumis à consultation le 9 avril et ont échangé leurs vues et vécu sur l'évolution de la pandémie dans l'espace francophone et les mesures mises en œuvre pour lutter contre ses conséquences sanitaires, économiques, sociales et politiques. Le Secrétaire général parlementaire a également émis des propositions pour lutter contre les infox et en faveur de l'allègement de la dette africaine. Enfin, a été abordée la question de la tenue des prochaines réunions des instances de l'APF (Commissions, Réseaux, Sessions).

### Réunion du Secrétaire général parlementaire avec les Chargés de mission régionaux

Le 29 avril, les Chargés de mission régionaux se sont entretenus avec le Secrétaire général parlementaire par visioconférence. Le Chargé de mission Europe, **M. Jean-Charles Luperto**, a exposé la situation de la pandémie de la Covid-19 au sein de sa Région. Il a également souligné la nécessité de repenser la relocalisation des entreprises qui produisent des biens de première nécessité et a exprimé son inquiétude quant à la

propagation de la maladie dans les maisons de repos et de soins pour seniors.

**Mme Lena Metlge Diab**, Chargée de mission Amérique, a exposé la situation de la pandémie au sein de sa Région et a insisté sur la nécessité de repenser le système de santé au sein des maisons de repos et de soins pour les seniors qui comptabilisent un pourcentage élevé de personnes contaminées.

**M. Tikouete Dah Sansan**, Chargé de mission Afrique, a expliqué et décrit l'évolution de la pandémie sur le continent africain. Il a souligné la nécessité de rompre la chaîne de contamination en sensibilisant les populations sur les mesures barrières à respecter (port du masque, distanciation sociale, utilisation du gel hydro-alcoolique) et a mis en garde contre l'automédication, notamment en ce qui concerne la chloroquine et d'autres produits dangereux. Les participants à la réunion ont insisté sur l'importance pour l'APF de jouer son rôle de plaidoyer. Ainsi, sur proposition du Secrétaire général parlementaire, un plaidoyer visant à lutter contre les infox, en collaboration avec l'Union francophone, et un autre en faveur d'un moratoire de la dette des pays en difficulté ont été poursuivis.

## Réunion des Présidents de Commission et de Réseaux

Le 28 mai, à l'initiative du Secrétaire général parlementaire, les présidents de Commissions, de Réseaux et les Chargés de mission régionaux se sont réunis par visioconférence. A cette occasion, les présidents de Commissions et de Réseaux ont salué le travail et la continuité de service du Secrétariat général pendant la période de pandémie et ont donné des perspectives sur leurs prochains travaux.

## Réunion des Bureaux de Commissions et de Réseaux

Les réunions des bureaux des Commissions et de Réseaux se sont toutes déroulées par visioconférence.

**Le Bureau de la Commission des Affaires parlementaires** s'est réuni le 19 mai,. Son président, **M. Joël Godin** s'est exprimé sur la crise sanitaire et les défis auxquels ont dû faire face les parlements de l'espace francophone. Les participants à cette réunion ont décidé que la prochaine réunion de commission sera consacrée en priorité au travail des parlements en période de pandémie

La réunion de la Commission des Affaires parlementaires s'est déroulée le 26 juin 2020.

**Le Bureau de la Commission de la coopération et du développement** s'est réuni le 9 juin. Présidée par **Mme Angélique Ngoma**, la Commission a choisi de consacrer la prochaine réunion au thème des parlements face à la Covid-19 et a décidé que ses futurs travaux porteront sur la Zone de libre-échange continentale africaine et sur les questions relatives à la dette des pays en développement de l'espace francophone.

La réunion de la Commission de la coopération et du développement s'est déroulée le 25 juin 2020.

Le 20 mai, **M. Christian Levrat, président de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC)**, a réuni son Bureau. Les participants ont discuté de l'ordre du jour de la prochaine réunion de la CECAC prévue le 8 juillet. Il a été décidé que la section suisse entamera une étude sur l'enseignement en période de crise conjointement avec le Réseau des jeunes parlementaires. Par ailleurs, la Commission étudiera la

communication publique des gouvernements et la question de la désinformation. Enfin, les études qui étaient entamées ont été reportées à une prochaine réunion (sport et Francophonie, décrochage scolaire).

Le 29 mai, **le Bureau de la Commission politique** s'est réuni autour de son président, **M. Christophe-André Frassa** afin de préparer la tenue d'une première réunion de la Commission politique en visioconférence et d'échanger sur la révision des Statuts. Lors de la réunion de la Commission politique, qui s'est tenue le 29 juin, les participants ont pu exposer la situation de leurs sections sur l'actualité politique marquée par la crise sanitaire et échangé sur les conséquences de la pandémie dans leurs sections. La directrice par interim des affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'OIF, **Mme Lauren Gimenez** a été auditionnée sur les enjeux en matière de gouvernance et de démocratie en temps de pandémie et sur les actions posées par l'OIF.

**Le Comité directeur du Réseau des femmes parlementaires** s'est réuni le 2 juin à la demande de sa présidente, **Mme Maryse Gaudreault**. Ses membres ont auditionné Mme Madeleine Oka-Balima, cheffe de l'unité femmes-hommes à l'OIF, et ont fait le point sur l'impact de la crise sanitaire sur les femmes et les filles. Un point sur l'état d'avancement des rapports a été abordé. La question du harcèlement dans les parlements reste une priorité.

La prochaine réunion du Réseau des femmes parlementaires se déroulera à l'automne.

**Mme Amanda Simard, présidente du Réseau des jeunes parlementaires**, a réuni son Bureau le 27 mai. Les participants ont adopté l'étude de plusieurs rapports : sur l'enseignement à distance en temps de crise (conjointement avec la CECAC), sur la place des jeunes en politique,

la participation démocratique et l'innovation citoyenne et sur les questions d'environnement durable.

La prochaine réunion du Réseau des jeunes parlementaires se déroulera à l'automne.

## Une action concertée avec les autres acteurs de la Francophonie : une valorisation du rôle de l'APF dans les territoires et sur la scène internationale

### Réunion informelle du Conseil de Coopération – 5 mai

Le Secrétaire général parlementaire a assisté à une réunion informelle du Conseil de Coopération organisée le 5 mai par visioconférence à la demande de la Secrétaire générale de la Francophonie.

Au cours de cette réunion, qui a rassemblé l'ensemble des acteurs de la Charte, M. Jacques Krabal a fait part de la nouvelle organisation du fonctionnement de l'APF et des changements de calendrier des activités de notre Assemblée. Il a rappelé les mesures prises par l'APF en évoquant la mise en place d'un comité de crise, l'adoption d'un plan de crise et la publication d'une Lettre à destination des sections de l'APF et de ses partenaires informant sur l'évolution de la pandémie et ses conséquences. Il a également souligné de volonté de l'APF de renforcer son soutien aux parlements les plus démunis en réorientant une partie de son programme Numérique APF.

## **Participation aux travaux du groupe de réflexion Orientations et gouvernance de la Francophonie (GROG) - 12 mai**

Le Secrétaire général parlementaire a assisté à la réunion du Groupe de réflexion Orientations et gouvernance de la Francophonie, présidée par la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo.

Au cours de cette réunion, la Secrétaire générale a exprimé son souhait de renforcer la Francophonie d'influence. Elle a souligné l'importance de relancer l'activité de plaidoyer diplomatique et le positionnement politique de la Francophonie institutionnelle par la défense de positions communes au sein des organisations internationales sur des sujets comme la sécurité, le climat, la jeunesse, la démocratie et les droits humains. Elle a envisagé également de faire de la santé un thème prioritaire compte tenu de la crise sanitaire. Elle a invité également à une labellisation francophone qui marquerait la crédibilité et la visibilité de la Francophonie et professionnaliserait l'expertise francophone dans des champs d'actions spécifiques. Un groupe de travail sur le sujet devrait être constitué.

## **Réunion conjointe du groupe de travail langue française et du groupe de travail sur le numérique de l'OIF – 27 mai**

Une réunion conjointe du groupe de travail langue française et du groupe de travail sur le numérique s'est tenue le 27 mai 2020, sous la présidence de la Secrétaire générale de la Francophonie. En raison des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19, la réunion, ouverte à tous les États et gouvernements ainsi qu'à l'APF et aux opérateurs, s'est également tenue en visioconférence.

La Secrétaire générale a rappelé le constat que la langue française n'occupe pas la place qu'elle mérite dans différents secteurs stratégiques en pleine mutation et sa conviction que l'appropriation par tous les francophones de la transformation numérique est l'une des conditions essentielles pour promouvoir le français comme une langue moderne et porteuse d'avenir, et pour faire « reculer le recul de la langue française ». Elle en a appelé notamment à identifier les domaines dans lesquels les contenus francophones de qualité sur Internet sont en nombre insuffisant, ainsi que les actions à mener pour combler ces lacunes et à se pencher sur la question de la découvrabilité de ces contenus.

## **Diversité des échanges avec les acteurs de la Charte**

Le Secrétaire général parlementaire a poursuivi enfin des échanges réguliers avec les acteurs de la Charte : l'AUF, l'université Senghor, TV5MONDE, l'AIMF mais aussi la CONFEMEN et 2iF. De même qu'avec d'autres acteurs tels que le président du groupe des Ambassadeurs francophones de France (GAFF).

En conclusion, malgré la crise sanitaire, qui a hypothéqué, comme partout, la tenue des nombreuses réunions des instances et actions de coopération, l'APF a continué de fonctionner, d'avancer sur l'ensemble de ses dossiers prioritaires et de conserver le même niveau d'exigence en termes d'efficacité, de transparence et de solidarité.

